

print

L'invasion de l'Irak et l'escalade des guerres et agressions militaires «préventives»

De [Badia Benjelloun](#)

Global Research, mars 21, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/l'invasion-de-lirak-et-lescalade-des-guerres-et-agressions-militaires-preventives/5327858>

Dix ans ce n'est pas l'âge de raison.

Le 20 mars 2003, une coalition organisée autour des US(a) a envahi l'Irak sous la forme inédite d'une agression militaire préventive pour épargner à l'humanité l'emploi d'armes de destruction massive inexistantes par un régime dictatorial aux abois après un embargo de 13 ans et pour apporter par les armes en bénéfice secondaire la démocratie au peuple irakien.

Dix ans après, le pays est très loin d'avoir retrouvé le niveau des infrastructures dont il jouissait avant le premier cataclysme qu'il a essuyé de la part de l'occident en 1991.

L'hypothèse basse de 1,5 millions de morts irakiennes pour cette guerre peut être retenue si il y est intégré la surmortalité due aux déficits d'accès aux soins et aux ressources alimentaires habituelles. Le nombre de décès estimé par l'enquête du [Lancet](#) en 2006 a été établi à 601 000, l'enquête de [Gidéon Polya](#) en 2009 l'évalue à plus de 2,3 millions.

On peut verser parmi les autres bienfaits du remodelage du Proche et Moyen Orient, les enfants nés avec des malformations congénitales avec une fréquence anormalement élevée lorsque leurs parents ont été exposés à l'uranium appauvri, les quelques cinq millions de réfugiés déplacés internes ou dispersés dans les pays voisins, la chute efficace du taux de scolarisation.

Cette guerre, ses effets rémanents adverses, en particulier un million de veuves (de guerre) vivent dans le plus grand dénuement avec toute une génération montante d'enfants orphelins, sont actuellement hors champ médiatique. L'apparent retrait des forces étasuniennes en 2011 ne peut faire occulter la présence militaire des US(a) sous la forme des firmes privées dont plus personne ne peut plus ignorer qu'elles sont une émanation de la CIA, la parole d'Erik Prince PDG de Blackwaters [en fait foi](#).

La séquelle peut-être la plus douloureuse pour la nation irakienne est cette constitution rédigée par des avocats de New York qui consacre le principe de l'éclatement du pays en trois zones ethniques et confessionnelles avec autonomie politique et économique, singulièrement sur les ressources énergétiques. Les choses ont été suffisamment agencées pour que des sécessions se produisent tôt ou tard, [la Turquie](#) en retire déjà de substantiels bénéfices. Il ne s'agit là que d'un effet collatéral, Israël est conforté dans son ambition d'être le seul État fort de la région.

Pas un jour ne se déroule sans qu'un attentat – d'origine sectaire ou non, rappelant étrangement les années noires qu'a vécues l'Algérie juste après 1991 dans une coïncidence chronologique curieuse – ne fasse plusieurs dizaines de morts.

Le fait est désormais coutumier, personne n'en fait état.

Deux années révolues de troubles viennent de s'écouler en Syrie.

70 000 morts. Trop mais pas de commune mesure avec les premières années en Irak, confortant qu'une guerre civile même faussement civile reste moins meurtrière que celle qui ne prend pas de masque ni de gants.

Si des manifestations populaires ont eu lieu, un peu tardivement d'ailleurs, dans le sillage de l'Intifada tunisienne, les ingérences étrangères manifestes interdisent dans ce cas d'envisager la guerre qui s'en est suivie comme émanant d'un peuple en insurrection contre un régime qui l'opprime.

En Syrie, il ne s'agit pas d'une Révolution

La couche populaire qui en serait l'instigatrice n'est pas identifiée.

En dehors de l'exigence du départ du chef de l'État, aucun programme politique ou économique n'est avancé pour lui donner une substance révolutionnaire.

Des armes très sophistiquées ont fait leur apparition très tôt dans les rangs des rebelles, une amplification médiatique internationale que n'a pas méritée l'insurrection au Yémen ni celle de Bahrein pouvait éveiller le soupçon chez le moins chevronné des observateurs.

Depuis plusieurs mois, des journaux européens comme le [Guardian](#) ou [Der Spiegel](#) confirment que les insurgés peuvent ne pas être syriens, mais libyens, turcs, tunisiens, français ou britanniques. De plus, ils sont entraînés par des éléments de l'armée française, britannique ou étasunienne en Turquie, Jordanie voire au Liban.

Dès les premiers mois de l'occupation de l'Irak, la menace sur la Syrie s'est exprimée d'abord sous la forme de la résolution 1559 négociée entre la France par la voix de son ambassadeur Jean-David Léville et les US(a) avec son homologue pour le Moyen-Orient Elliot Abrams. Chirac a obtempéré pour l'affaiblissement de la Syrie, sa sortie du Liban comme prix de sa 'réconciliation' après le discours incongru de De Villepin à l'ONU qui jouait pour la dernière fois une partition Total et l'honneur de la France.

À l'automne 2003, de nouvelles sanctions américaines sont prises à l'encontre de la Syrie au titre du Syrian Accountability Act.

Clairement, une convergence franco-américaine s'exerce depuis contre le régime de Bashar Assad, dictateur à abattre car dictateur non aligné sur les intentions des néoconservateurs de paix séparée avec Israël et normalisation des rapports avec l'entité sioniste.

Nul ne sait le coût réel de la guerre menée par les US(a) contre l'Irak : entre 2000 milliards de dollars et 8000 milliards. Le Pentagone n'a pas les moyens d'organiser une comptabilité précise, par incapacité structurelle et en raison de la multiplicité des fonds secrets alimentés par la vente des stupéfiants.

Ben Bernanke fait imprimer 40 milliards de dollars par mois pour soutenir la fiction d'une bonne santé économique fondée sur la dette privée et publique. Son niveau actuel et l'hypertrophie monstrueuse du Complexe Militaro-Industriel qui absorbe une part énorme même si inconnue des ressources nationales juste pour sa perpétuation interdisent dans le contexte de dysfonction financière majeure le recours à une guerre frontale en Syrie.

Les Us(a) utilisent leurs laquais, le Qatar et les Séoudiens pour l'argent frais, la France et le Royaume Uni pour la logistique des conflits qu'ils se contentent d'arbitrer de loin.

La destruction de la Syrie va être lente, mais elle est sûre puisque de faux

révolutionnaires locaux doublés de minables résidents à l'étranger appointés par des officines même plus secrètes accomplissent avec zèle et l'idiotie du parvenu leur rôle de supplétifs.

Ces hommes et ces femmes portent une très lourde responsabilité.

Celle d'être la caution de la disparition programmée de la nation syrienne.

Elle a déjà été amputée de la Palestine, du Golan , du Liban de provinces au profit de l'Irak et de la Turquie à la faveur des guerres mondiales européennes et des découpages que les puissances ont configurés, règle et ciseaux en main.

Obama se charge des opérations de somalisation depuis des drones.

Il en fait la promesse puisque Al Qaïda, cette espèce vivace malgré son étêtage exerce ses talents en Syrie. Les opérations d'assassinats (dits ciblés) pourront être étendues depuis l'Afpak jusqu'à Damas.

Un drone, ce n'est pas coûteux.

Ça terrorise une population, l'épuise, la met à genoux.

La formule est opérante, efficace et rentable. Créer à moindres frais un ennemi, et le combattre par un procédé qui maintient une industrie en nécessité absolue de produire et de vendre. De toutes ces filouteries et trahisons émergeront des petites entités, l'une alaouite, l'autre kurde, une autre encore sunnite, opposées pour le partage du gaz en Méditerranée.

Le Jerusalem Post [s'en gargarise](#). Une autre actualité viendra au premier plan dans moins de dix ans.

Puis on s'habitue à voir ces insectes voler et cracher leur mitraille un peu partout, même au-dessus de nos têtes, ici, dans les pays dits civilisés.

Une vieille règle aura été oubliée par les faux dévots et les faux révolutionnaires. Pas de lutte possible pour une quelconque émancipation si manque l'assise nationale.

La fragmentation des Nations ne concerne pas seulement la nation arabe ou les pays musulmans ou africains quoique ces derniers paient en ce moment un lourd tribut à cette dilacération soutenue. Soudan, Sahara occidental, Somalie et Irak. Un bon travail de préparation a déjà eu lieu en Côte d'Ivoire et au Mali. L'effacement de la question palestinienne est en cours, le personnage affublé du titre de Président (à vie ?) de l'Autorité Palestinienne est là pour percevoir son salaire de l'UE qui finance la judéisation inexorable de la Cisjordanie. Gaza redeviendra sans doute une petite province de l'Égypte.

Ce processus est aussi à l'œuvre au sein de l'Union européenne qui promeut les régions, plutôt que le pays dans sa globalité. L'Alsace-Lorraine risque de se voir détachée, la région du nord de l'Italie, la Belgique résiste encore mais jusqu'à quand ?

Badia Benjelloun

Note

Après avoir écrit : Ce script provient de la masse drue des faits.

Il ignore volontairement deux éléments qui contrarient cette cinétique, c'est la formidable énergie potentielle contenue dans les peuples qui résistent et l'émergence d'un pôle nationaliste russe qui parvient à organiser autour de lui une volonté de s'opposer au projet de chaos de l'Empire (les Brics).

Copyright © 2013 Global Research